

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
20 mai 2005
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 18 mai 2005, adressée
au Président du Conseil de sécurité
par le Représentant permanent de la Serbie-et-Monténégro
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une copie de la lettre adressée au Secrétaire général par Rasim Ljajić, Ministre des droits de l'homme et des droits des minorités de la Serbie-et-Monténégro, et Nebojša Čović, Président du Centre de coordination de la Serbie-et-Monténégro et de la République de Serbie pour le Kosovo-Metohija.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent
(*Signé*) Nebojša **Kaludjerović**



**Annexe à la lettre datée du 18 mai 2005, adressée
au Président du Conseil de sécurité
par le Représentant permanent de la Serbie-et-Monténégro
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Étant donné que le règne de la stabilité et de la démocratie au Kosovo-Metohija est dans notre intérêt commun et que la protection des droits de l'homme est un principe fondamental des sociétés démocratiques, nous tenons à vous exprimer notre profonde préoccupation face à la situation au Kosovo-Metohija en ce qui concerne les droits de l'homme, en particulier les droits des communautés nationales non albanaises.

Puisque les normes internationales découlant des instruments juridiques internationaux s'appliquent au Kosovo-Metohija, la Serbie-et-Monténégro insiste pour que les conventions internationales auxquelles elle a adhéré soient également respectées au Kosovo-Metohija, afin que tous ses citoyens puissent voir leurs droits fondamentaux protégés à égale mesure sur l'ensemble du territoire. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes félicités de la décision de la MINUK et du Conseil de l'Europe de conclure un accord bilatéral en vertu duquel la MINUK s'emploierait à appliquer deux grandes conventions internationales au Kosovo-Metohija, à savoir la Convention-cadre sur la protection des minorités nationales et la Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants.

Nous sommes malheureusement dans l'obligation de souligner que près d'un an après la conclusion de cet accord, la MINUK n'a pas respecté les obligations qui lui incombent au titre desdits instruments. La Convention-cadre sur la protection des minorités nationales est le seul instrument international juridiquement contraignant qui protège les minorités nationales. La Serbie-et-Monténégro l'a signée avant même d'être admise au sein du Conseil de l'Europe, manifestant ainsi sa volonté d'améliorer les normes en vigueur en matière de protection des minorités nationales. Elle a par ailleurs présenté son rapport sur l'application de la Convention, que le Comité consultatif a pu vérifier lors de sa visite et que l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a dûment reconnue dans une de ses résolutions.

En revanche, la MINUK n'avait toujours pas soumis de rapport au mois de février dernier, violant ainsi gravement ses obligations au titre de cet instrument international. La visite du Comité consultatif a donc dû être reportée, alors qu'elle aurait permis de mesurer le degré de protection dont jouissent les minorités nationales au Kosovo-Metohija et d'évaluer définitivement le respect des normes en vigueur dans ce domaine.

La Convention pour la prévention de la torture adoptée par le Conseil de l'Europe est aussi un des principaux instruments internationaux de protection des droits de l'homme et grâce aux pouvoirs étendus qui lui ont été conférés, le Comité européen pour la prévention de la torture peut précisément évaluer la situation dans ce domaine dans chaque pays. Immédiatement après avoir signé la Convention, la Serbie-et-Monténégro a facilité la visite du Comité pour la prévention de la torture, et lui a donné libre accès aux établissements carcéraux, aux postes de police et aux institutions psychiatriques. En revanche, le Comité n'a pas obtenu à ce jour l'autorisation d'organiser une visite ni d'avoir accès à tous les centres de détention au Kosovo-Metohija. Dans la communication datée du 3 décembre 2004 qu'il a

adressée au secrétaire général de l'OTAN, Jaap de Hoop Scheffer, le secrétaire général du Conseil de l'Europe, Terry Davis, a insisté de nouveau pour que soit signé l'accord technique donnant plein accès aux établissements carcéraux sous le contrôle de la KFOR. Le Conseil de l'Europe n'a malheureusement pas été en mesure à ce jour d'exercer le droit que lui donne la Convention d'examiner la situation sur le terrain et d'étudier le traitement réservé aux prisonniers au Kosovo-Metohija.

Bien entendu, cet état de fait ne laisse d'être préoccupant, dans la mesure où l'administration internationale au Kosovo-Metohija manque actuellement gravement aux obligations qui lui incombent au regard d'organisations internationales comme le Conseil de l'Europe. D'autre part, il est clair que les citoyens ne jouissent pas au Kosovo-Metohija des mêmes droits que dans le reste du pays, alors qu'il est de notre devoir et de notre responsabilité d'appliquer les mêmes normes à tous nos citoyens.

Nous appelons également votre attention sur un autre problème qui préoccupe la population et menace d'aggraver la situation dans laquelle se trouvent les non-Albanais qui ont fui le Kosovo-Metohija. La Serbie-et-Monténégro et la République fédérale d'Allemagne ont conclu un accord bilatéral de réadmission. Au cours des négociations et plus tard lors de la phase d'application, il a été convenu que les déplacés non albanais ne seraient pas rapatriés de force au Kosovo-Metohija tant que les normes de sécurité requises ne seraient pas pleinement remplies afin de garantir leur sûreté. Craignant un rapatriement forcé des réfugiés du Kosovo-Metohija, essentiellement des Roms, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a par ailleurs adopté la recommandation 1633 (2003), obligeant les pays qui ont accueilli des réfugiés non albanais du Kosovo-Metohija à ne pas les expulser de force vers le territoire du Kosovo-Metohija. Ce principe a donc été consacré non seulement dans un accord bilatéral, mais aussi dans un document international.

Pourtant, le 26 avril 2005, sans même avoir consulté la Serbie-et-Monténégro, qui avait déjà signé l'Accord de réadmission précité avec l'Allemagne, la MINUK et l'Allemagne ont conclu un accord bilatéral fixant les conditions d'expulsion des Ashkalis, des Égyptiens et des Roms de l'Allemagne vers le Kosovo-Metohija.

Parallèlement, lors d'une visite en Macédoine, le Premier Ministre du Kosovo, Bajram Kosumi, donnait des garanties pour le retour de quelque 6 000 Roms qui avaient fui le Kosovo-Metohija et s'étaient installés sur le territoire macédonien. Au cours des deux dernières années, les réfugiés roms en Macédoine ont organisé plusieurs manifestations de protestation contre leur rapatriement forcé au Kosovo-Metohija, bien qu'ils aient à peine de quoi survivre. Sur l'ensemble de la période, l'administration en place au Kosovo-Metohija n'a pris aucune mesure concrète et n'a même pas fait l'effort d'assurer aux réfugiés roms qu'ils pouvaient rentrer au Kosovo-Metohija.

La Serbie-et-Monténégro voit favorablement toutes les possibilités de retour des déplacés, mais c'est avec beaucoup de préoccupation qu'elle suit ces tentatives soudaines de contraindre des déplacés non albanais, principalement des Roms, à retourner au Kosovo-Metohija sans leur consentement, alors même que le respect des normes prévues n'a pas encore été évalué de manière définitive. Une telle évolution donnerait selon nous une image déformée du processus des retours et de la situation en matière de sécurité au Kosovo-Metohija. Enfin, les citoyens qui auraient fait l'objet d'un rapatriement forcé se verraient dans l'obligation de chercher de

nouveau refuge hors du Kosovo-Metohija et se trouveraient dans une situation encore plus précaire, à devoir subir un nouvel exil et passer une nouvelle fois par la case réinsertion.

Nous demandons donc instamment à la MINUK de commencer enfin à respecter ses obligations internationales et de permettre ainsi aux citoyens du Kosovo-Metohija de jouir de la protection juridique internationale. Nous demandons également qu'il soit mis fin à ces dangereuses tentatives de retours forcés des déplacés et insistons pour que les droits des réfugiés et des déplacés soient dûment pris en considération.

Ne doutant pas que vous soyez attachés comme nous aux principes de la démocratie et de la protection des droits de l'homme, ainsi qu'au respect des principes internationaux des droits de l'homme et des droits des minorités au Kosovo-Metohija, nous vous prions de bien vouloir étudier les problèmes susmentionnés et de prendre les mesures appropriées.

Le Ministre des droits de l'homme
et des droits des minorités
(Signé) Rasim **Ljajić**

Le Président du Centre de coordination
de la Serbie-et-Monténégro
pour le Kosovo-Metohija
(Signé) Nebojša **Čović**
